

Programme d'action socialiste européenne (Décembre 1948)

Légende: En décembre 1948, le Mouvement socialiste pour les États-Unis d'Europe (MSEUE) appelle tous les socialistes du continent à s'unir autour d'un programme d'action socialiste européenne pour trouver une solution collective aux problèmes touchant l'Europe.

Source: Les cahiers socialistes. Revue indépendante de critique sociale. Décembre 1948, n° 22; 5e année. Bruxelles.

Copyright: (c) Les cahiers socialistes

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: http://www.cvce.eu/obj/programme_d_action_socialiste_europeenne_decembre_1948-fr-21381952-0bbb-4248-912d-cd257362da2d.html

Date de dernière mise à jour: 21/10/2012

Un programme d'action socialiste européenne

proposé par le
MOUVEMENT POUR LES ETATS-UNIS SOCIALISTES D'EUROPE

Chaque mouvement socialiste se bat aujourd'hui seul et isolé dans le cadre impuissant des frontières nationales. Le premier pas d'une action socialiste européenne est l'établissement d'un programme commun. Les Socialistes de tous les pays doivent compléter les programmes de transformation sociale nationale avec les perspectives d'un programme européen.

Les nations européennes se montrent incapables de surmonter à elles seules la crise économique et sociale de l'après-guerre. Les niveaux de production de 1938 atteints, c'est le niveau de vie des populations européennes qui s'affaisse. Le décalage croissant entre les prix et les salaires menace d'aboutir à un effondrement général. De grandes fortunes sont accumulées par une petite minorité d'individus, tandis que l'ensemble des producteurs attend avec inquiétude les échéances de fin de mois. Le chômage et la misère réapparaissent avec les aspects tragiques que la période d'entre-deux-guerres avait rendu familiers dans la plupart des pays continentaux.

L'impuissance des institutions parlementaires nationales tout au moins sur le Continent, devant cette crise, met en danger l'avenir même des conceptions démocratiques. L'administration par l'Etat des industries nationalisées et la réglementation par la loi du taux des salaires, de l'horaire de travail, de la sécurité sociale, des allocations familiales, etc., rendent la situation encore plus dangereuse. Les forces communistes et les forces réactionnaires visent à la destruction des institutions démocratiques qui permettent un certain contrôle de la collectivité sur l'Etat pour installer la dictature d'un homme ou d'un parti totalitaire. En France, cette situation est devenue alarmante. Seules, trois formations politiques permettent à la démocratie parlementaire de survivre péniblement : les partis socialistes, la démocratie chrétienne et les organisations syndicales non communistes. Mais l'aggravation de la crise économique peut rendre inefficace ce dernier rempart antitotalitaire. Le jour où la dynamique des événements mettra aux prises les forces syndicales non communistes avec l'Etat, le régime parlementaire entrera dans son étape de décomposition définitive. Les bases du système seront anéanties et le totalitarisme aura remporté la victoire. Le nationalisme européen deviendra plus agressif et la nouvelle guerre deviendra une fatalité historique. Cette échéance est inéluctable à moins qu'à la poussée convergente des forces communistes et réactionnaires ne répondent des formations apparaissant non plus comme les défenseurs impuissants d'un système révolu mais comme les pionniers d'une conception nouvelle de la démocratie basée sur les forces réelles de leur pays, c'est-à-dire les forces économiques et sociales.

Tous les efforts pour résoudre cette double crise économique et politique dans les cadres traditionnels des structures parlementaires et nationales sont donc voués à l'échec.

Les formations socialistes, syndicalistes et démocratiques, doivent être en garde contre le mirage des solutions provisoires. L'expérience nationale du travaillisme anglais avec tout ce que cette expérience a de réellement positif, la participation du socialisme français et italien dans des gouvernements de coalition, coincés entre le communisme et la réaction, les efforts désespérés du socialisme allemand et autrichien pour reconquérir une action indépendante, sont voués à la défaite à moins de placer toutes ces expériences dans le cadre général d'une grande perspective d'ensemble européenne sur les plans politique, économique et social.

Conscient de la gravité de l'heure, nous invitons tous les socialistes, syndicalistes et démocrates européens à dépasser le cadre révolu des impuissances nationales, pour rechercher le salut de chaque pays dans la solution collective des grands problèmes européens. Parallèlement aux programmes et à l'action nationale, il nous faut un programme et une action européenne :

1. — Salaire minimum vital, fixé selon le coût de la vie dans chaque pays, automatiquement rajusté en cas de nouvelles hausses à l'avenir. Hiérarchie professionnelle fixée par convention collective. Combat pour élargir à l'échelle européenne les conquêtes sociales réalisées en Angleterre sous l'expérience travailliste, notamment l'organisation de la Sécurité Sociale et la distribution égalitaire du ravitaillement. Organisation

de la vie collective, en imposant au besoin par la contrainte la plus rigoureuse à toutes les classes sociales et non plus seulement au prolétariat, les inévitables sacrifices qu'impose la reconstruction des pays européens ravagés par la guerre.

2. — Accroissement de la production, seul moyen réel d'élever le niveau de vie des populations européennes. La solution de ce problème n'est plus dans le sacrifice individuel qui comporte un travail supplémentaire et l'acceptation de la misère, mais dans l'organisation collective de l'économie européenne, c'est-à-dire : planification économique, renouvellement technique, production de masse et répartition équitable du revenu. L'aide financière américaine ne doit pas être gaspillée au replâtrage des économies nationales révolues, mais au renouvellement technique et à la coordination économique de l'Europe.

3. — Socialisation de la Rhur. Les industries-clés de l'Allemagne doivent cesser d'être propriétés privées, convoitées par toutes les forces impérialistes, et devenir la propriété collective du peuple allemand dans le cadre d'un grand plan de reconstruction européenne. Le démantèlement des usines ayant une production de paix et les prélèvements au nom des réparations doivent être définitivement arrêtés. Cette socialisation doit être complétée par celle des industries-clés de tous les autres pays et non par leur étatisation.

4. — Solidarité indéfectible avec tous ceux qui, à Berlin ou en Europe orientale, de même qu'en Espagne ou en Grèce, sont opprimés ou menacés dans leurs libertés. Ils sont l'avant-garde de l'Europe nouvelle. La crise de la démocratie dans sa forme parlementaire sur le plan national ne peut pas trouver sa solution dans des régimes totalitaires, mais dans une conception démocratique nouvelle basée sur les forces économiques et sociales. L'unification économique et sociale de l'Europe est avant tout un combat pour la liberté.

5. — Convocation d'une Assemblée Européenne élue directement d'une façon démocratique. Cette assemblée serait chargée, notamment de dégager les principes généraux de la reconstruction européenne, de désigner les organismes d'exécution et de préparer la constitution sociale de l'Europe libre. Dans cette perspective le Mouvement pour les Etats-Unis Socialistes d'Europe soutiendra toutes les initiatives gouvernementales, parlementaires ou autres, qui signifient un pas réel vers ce premier objectif qui doit marquer le point de départ d'une nouvelle étape dans l'histoire de l'Europe et de la civilisation mondiale.